

Appel à contributions / Call for papers *Politique africaine*

English version follows.

## **Corps habillés. Politique des métiers de l'ordre**

Les *corps habillés* (i.e.: militaires, gendarmes, policiers, gardes nationaux, gardiens de préfectures, gardes frontières, forestiers, sapeurs pompiers, etc.) constituent un champ professionnel central dans les appareils d'Etat africains. Formant dans certains Etats jusqu'à près de la moitié des fonctionnaires, présents à tous les étages des appareils d'Etat, des carrefours de circulation aux antichambres du pouvoir, ils participent à plein du fonctionnement de l'Etat postcolonial. Redécouverts récemment par les organisations internationales et les bailleurs de fonds sur le mode de la "Réforme du Secteur de la Sécurité" (SSR), ils restent mal connus des sciences sociales. Alors que les acteurs non étatiques de l'exercice de la violence sont de mieux en mieux étudiés, les fonctionnaires en charge de l'exercice de la violence d'Etat restent un objet à explorer.

Prenant acte des impulsions venant de la recherche sur des terrains connexes (les milices, les trajectoires combattantes, la police coloniale, les administrations publiques africaines, les carrières des fonctionnaires, la coercition étatique et non-étatique, etc.), ce numéro se propose d'articuler perspectives historiques, sociologiques et anthropologiques, afin de mieux comprendre la formation des forces de l'ordre, les pratiques de leurs agents et les rapports qu'ils entretiennent avec le pouvoir d'Etat en Afrique. Se distinguant de deux poncifs, celui de l'homogénéité ("esprit de corps") et celui de la fragmentation ("guerres des polices"), il s'attachera à retracer les caractéristiques communes, les croyances partagées, les circulations, mais aussi les tensions, les luttes de position et les conflits propres au champ des forces de l'ordre. En rompant avec les discours normatifs (type paradigme SSR) et téléologiques, les articles repenseront à nouveau frais les trajectoires collectives et individuelles des professionnels de l'ordre et leurs relations avec l'Etat. On mettra notamment l'accent les axes suivants:

**Socio-histoire d'un champ professionnel.** Les institutions de maintien de l'ordre sont pour l'essentiel héritées de l'époque coloniale. Elles ont été étudiées le plus souvent de façon séparée, en reprenant les labels institutionnels. Il apparaît au contraire fécond d'envisager ces institutions comme un espace social, tout en mettant l'accent sur les projets successifs de (ré)organisation des forces de l'ordre. En quoi les compagnies de Tirailleurs Sénégalais, les Gardes Indigènes ou la Royal West African Frontier Force par exemple furent-ils les matrices

des forces de l'ordre de leur territoire respectif ? Comment, à partir des troupes de conquête ou des premiers postes administratifs, se détachèrent progressivement les différentes institutions spécialisées, les corps et les unités participant des forces de l'ordre ? Les périodes clés sont aussi la période de la transmission de l'appareil sécuritaire durant les Indépendances, les années 1960 et 1970 où les forces de l'ordre des Etats post-coloniaux se forment, les années 1980 avec les politiques d'ajustement structurel, et les années 1990 où l'on observe un processus de démocratisation souvent accompagné d'une restauration autoritaire.

**Cultures matérielles et représentations populaires.** Habits de camouflage, AK47, talkie-walkie, machines à dactylographier : l'univers matériel des agents de l'ordre se double d'un univers symbolique qui organise d'une part l'opposition entre les membres de la profession et les non-initiés (qui ne portent pas uniforme, ne savent pas lire les insignes, n'ont pas d'arme, etc.), et d'autre part les oppositions internes à l'espace professionnel du maintien de l'ordre ("tenue" contre agents "en civil", porteurs de fusils contre porteurs de matraques, etc.). Quelles sont les langages et les mythes auxquels sont associées les forces de l'ordre ? Quelles sont les croyances partagées, les codes compris par tous, la doxa professionnelle des forces de l'ordre ? A l'inverse, où se situent les conflits symboliques, les luttes de classement, les enjeux de mémoire professionnelle ? En quoi cet espace social est-il structuré par des idiomes professionnels (langage de l'uniforme, images de l'ordre, hexis corporelle, codes hiérarchiques, etc.) réglant à la fois l'unité et les distinctions d'un ensemble professionnel ?

**Etre professionnel-le de l'ordre : carrières et trajectoires.** Malgré un regain récent des travaux anthropologiques sur l'Etat au quotidien et les bureaucraties africaines, on sait encore peu de choses des carrières et des pratiques des agents des forces de l'ordre. Comment est-on recruté dans les armées et les polices africaines ? Dans les pays marqués par des conflits, notamment au Tchad, les agents passés par des écoles spécialisées travaillent au quotidien avec d'anciens rebelles intégrés à la faveur d'accords de paix. Comment se déroulent les carrières ? Comment les agents perçoivent-ils leur rôle ? Une attention particulière pourra notamment être portée aux procédures routinières et pratiques quotidiennes des forces de l'ordre.

**Luttes de position, conflits latents et violence.** En raison de leur position spécifique au sein de l'Etat, les conflits internes aux forces de l'ordre sont des enjeux politiques centraux dans les Etats postcoloniaux (bagarres entre policiers et gendarmes à Dakar, mutineries au Niger, rebellions au Burkina-Faso, mais aussi retournements soudains, comme on l'a vu récemment notamment en Tunisie, en Egypte et en Libye, peut-être en Guinée et ailleurs). Trop souvent, ces conflits sont ramenés à une lutte univoque entre corps concurrents (le

poncif de l'opposition entre militaires et policiers par exemple) ou encore à des luttes endémiques entre clans ou groupes ethniques (officiers du nord contre ceux du sud par exemple). Qu'en est-il vraiment des luttes de position au sein des forces de l'ordre ? Comment s'organisent les réseaux d'officiers, les liens verticaux entre individus de rangs différents, les alliances entre unités, compagnies et brigades ? Comment les hiérarchies au sein des forces de l'ordre sont-elles négociées, débattues, contestées ?

**Les modes d'action politique.** Situés à la fois au cœur de l'Etat et à la périphérie du champ bureaucratique, les agents de l'ordre disposent de moyens de pression. Dans de nombreux Etats, le pouvoir accorde une attention particulière aux revendications des agents de l'ordre. Pourtant, dans le même temps, les agents de l'ordre sont des fonctionnaires surveillés de près par les autorités (interdiction de syndicat, interdiction des grèves, code disciplinaire, baraquement et logements séparés, etc.). Les agents de maintien de l'ordre disposent-ils de modes spécifiques d'action politique ? Au-delà des coups d'Etat et du déclenchement de "nouvelles guerres" dont l'étude fut centrale respectivement dans les années 1970 et 1990, peut-on identifier un spectre plus large de modes d'action et d'expression politique propres aux forces de l'ordre ?

**Casernes, camps, commissariats : les lieux des forces de l'ordre.** Parmi les lieux les mieux protégés des villes africaines se trouvent les camps militaires, les casernes, les commissariats, les maisons des combattants, les baraques, les buvettes des officiers, etc. Ces lieux protégés sont aussi parmi les plus surveillés par le pouvoir, inquiet de ce qu'il s'y passe (que l'on pense à Alassane Ouattara exigeant des familles qu'ils quittent les camps militaires ou à Alpha Condé voulant "encaserner les militaires"). Il s'agira ici de saisir ce qui se passe dans les lieux de formation, de travail et de socialisation des forces de l'ordre, mais aussi de réfléchir aux frontières entre les espaces réservés aux forces de l'ordre et les autres espaces de la vie sociale et économique. Dans certains contextes, le camp apparaît comme un espace à part sans être une hétérotopie. Ailleurs, par exemple au Tchad, les militaires restent rarement cantonnés dans leurs casernes. Comment les agents de l'ordre s'emparent-ils de ces lieux, comment y travaillent-ils, comment y vivent-ils avec ou sans leur famille ? Quels rôles jouent les événements tels que les fêtes nationales, les grandes manœuvres, ou les tournois de foot dans la socialisation des militaires et agents de l'ordre ?

**Genre et forces de l'ordre.** Les métiers de l'ordre restent, dans les pays considérés comme ailleurs, très majoritairement exercés par des hommes. L'approche de genre permet ici de mettre en évidence la division genrée du travail. Quelle est la part des femmes ? Dans quelles institutions, à quels rangs et à quelles fonctions sont-elles présentes ? Comment

négocient-elles la division genrée du travail ? Quels capitaux mobilisent-elles dans ces mondes professionnels pensés comme masculins ? Les institutions de l'ordre participent en outre de la fabrique d'une masculinité postcoloniale qu'il convient d'étudier. Comment les autorités gèrent-elles les questions de la famille, de la sexualité, du corps et de l'intimité des agents de l'ordre ? Certains pays, comme le Bénin, se prévalent de forces féminines de maintien de l'ordre associées à un passé précolonial idéalisé. Pour d'autres pays, comme la Guinée, les forces féminines sont perçues comme participant d'un passé socialiste. D'autres, comme le Rwanda, semblent faire de la féminisation des forces de l'ordre un enjeu politique de rupture avec le passé. D'autres enfin, comme le Togo, tentent à échéance régulière, mais pour le moment sans grand succès, d'étendre aux femmes le recrutement policier et militaire. En quoi le recrutement féminin participe-t-il d'un nouveau discours sur la modernisation et la démocratisation des forces de l'ordre ?

**Les politiques de réforme entre le global et le local.** Les forces de l'ordre et de sécurité font l'objet d'une attention croissante de la part des acteurs internationaux. Loin d'opposer le « global », le « national » et le « local », il s'agira de saisir les recompositions des forces de l'ordre dans le contexte de la diffusion transnationale de normes, de référents et de techniques dans le domaine de la sécurité. Quels sont les effets des programmes dits de Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) ? Quelles furent les conséquences des réformes passées (créations successives de nouvelles institutions, politiques d'ajustement structurel, réformes des années 1990 et 2000) ? Par quels moyens les acteurs internationaux tentent-ils d'influer, avec ou contre les Etats, sur les forces de l'ordre (stages de formation, workshops, campagnes d'information, livraisons de matériel, déploiements d'observateurs internationaux, etc.) ? L'enjeu n'est pas ici d'étudier les échecs ou les succès de ces politiques, mais de saisir ce qui est en jeu aux points de rencontre entre les agents des forces de l'ordre et les experts internationaux.

### **Calendrier**

Les propositions d'une page maximum sont à envoyer à Marielle Debos et Joël Glasman jusqu'au 15 avril 2012. Les articles retenus seront attendus pour le 15 juin 2012. Après le processus d'évaluation conduit par *Politique africaine*, les articles acceptés paraîtront dans le dossier du numéro de décembre 2012.

### **Contact:**

Marielle Debos, [mdebos@u-paris10.fr](mailto:mdebos@u-paris10.fr)

Joel Glasman, [glasmanj@cms.hu-berlin.de](mailto:glasmanj@cms.hu-berlin.de)

## **"Corps habillés". The Politics of security forces**

### **Occupations, careers, practices**

The *corps habillés* (i.e. army volunteers, gendarmes, police staff, national guards, prefects' guards, border guards, forest agents, firefighters, etc.) constitute a professional field that plays a central role in the apparatus of the African state. In some countries, they represent up to half of public sector employees. Involved at every level from road intersections to backroom politics, they participate in the daily functioning of the postcolonial state. Recently rediscovered by international organizations and funding agencies under the framework of the "Security Sector Reform" (SSR), they remain an under-studied field in social sciences. While non-state modes of regulation of violence are a growing field of study, little attention has been paid to state employees in uniform.

Building on current research in related fields (militias, combatants' trajectories, colonial police, public administrations, state and non-state coercion), this special issue aims to establish connections between historical, sociological and anthropological approaches. It seeks to build a better understanding of security forces' formation, of their agents' practices as well as of their relations to state power in Africa. This issue breaks with the commonplace of the supposed homogeneity of security forces ("esprit de corps") and moves beyond the perspective of the fragmentation. It aims to analyze shared patterns and beliefs, alliances as well as competition, tensions, and conflicts within the security forces. Breaking with normative (such as the SSR paradigm) and teleological perspectives, articles will analyse collective and individual trajectories as well as the study of the relations of state employees in uniform to the state.

Authors are invited to address the following issues:

**Socio-history of a professional field.** Security forces are mainly inherited from the colonial period. They have mostly been analyzed separately according to institutions' labels. Moving beyond this trend, this issue seeks to analyze institutions as social spaces while placing emphasis on successive projects to (re)organize them. For example, to what extent were the Tirailleurs Sénégalais companies, the Indigenous Guards or the Royal West African Frontier Force the origins of security forces on the respective territory? How did conquest troops or administrative outposts progressively become specialized institutions? Key historical periods are also the transmission of the security apparatus at the Independence, the 1960s and

1970s when post-colonial security forces developed, the 1980s when they were affected by Structural Adjustment Programs, and the 1990s when democratization was often followed by authoritarian restoration.

**Material culture and popular representations.** Camouflage fatigues, AK47, talkie-walkie, typing machines: security forces' material culture participates in the distinction between professionals and non-professionals (who neither wear uniform nor bear arms, who are not able to read insignia, etc.) as well as in the distinctions within this professional field (for example staff in uniform as opposed to staff in civilian clothes, staff bearing arms as opposed to staff bearing truncheons, etc.). What are the languages and myths associated with security forces? Are there shared beliefs and references? A professional doxa specific to security forces? Are there symbolic conflicts, struggles for social positions? To what extent is this social space structured by professional idioms (uniform, body hexis, and hierarchical codes) that regulate both the unity of this professional field and distinctions within it?

**Security forces' staff: careers and practices.** Despite a recent interest in sociology and anthropology in the daily functioning of state bureaucracies, little is known on the careers and practices of security forces' members. How do African armies and polices recruit? In countries characterized by recurrent conflicts, professional career security agents frequently work alongside former rebels who were appointed to positions within the army or the police after the signing of a peace agreement. How do their careers evolve? How do they perceive their role? Special attention will be paid to security forces' routine procedures and daily practices.

**Professional competition and violent struggles.** Because security forces are central in the state apparatus, internal conflicts are highly politicized issues in post-colonial states (fighting between policemen and gendarmes in Dakar, rebellions in Niger, or sudden reversals, as we have recently seen in Tunisia, Egypt and Libya). Too often, these conflicts are univocally seen as struggles among competing bodies (the stereotype of the opposition between the military and police for example) or as endemic struggles among ethnic groups (officers from the north against officers from the south for example). This issue, in contrast, wishes to look at the effects of competition and conflicts within the security forces? How are networks and relationships organized: officers' networks, vertical links among individuals of different ranks, alliances among units, brigades and companies? How are internal hierarchies within this very social space negotiated, debated, and challenged?

**Modes of political action.** Located both at the core of the state and at the periphery of the bureaucratic field, security forces agents resort to diverse tactical repertoires. In many

countries, the government pays special attention to the corporatist claims of security forces personnel. However, policemen and soldiers are under the constant gaze of authorities (prohibition of trade unions and strikes, harsh disciplinary code, separate barracks and housing, etc.). Do members of security forces have specific modes of political action? Beyond the coups and the outbreak of "new wars" whose studies were central respectively in the 1970s and 1990s, can we identify a broader spectrum of modes of action and political expression specific to security forces?

**Barracks, camps, police stations: the social places of security forces.** Among the most protected places of African cities are military camps, barracks, police stations, officers' mess, etc. These places are also closely monitored by anxious state authorities (one thinks of Alassane Ouattara in Cote d'Ivoire requiring soldiers' relatives to leave the camps or Alpha Conde in Guinea trying to keep soldiers confined in their barracks). In this respect, this special issue aims to understand what is at stake in spaces of training, work and socialization of men and women in uniform. It also aims to offer insights on the boundaries between these spaces and other spaces central in the social and economic life. In some contexts, the camp seems a separate and almost confined space. Elsewhere, the military rarely remain confined to their barracks. How do agents appropriate these spaces, how do they work, how do they live there with or without their relatives? Which role do events such as national holidays, training exercises or football tournaments play in the socialization of military and security forces staff?

**Gender and security forces.** Occupations linked to security in African countries as elsewhere are overwhelmingly seen as masculine. A gender approach will in the first place focus here on a gendered division of labour. What is the proportion of women in these institutions? Which functions, ranks and responsibilities do they have? How do they negotiate the gendered division of labour? Which specific resources and ideas can they mobilize in this field thought of as masculine? To which extent do these institutions partake in the construction of a postcolonial masculinity? How do authorities intervene in private and family matters, in issues of intimacy, body or sexuality? In some countries, like Benin, the presence of women in the army is seen as part of a (reinvented) precolonial tradition. In others, like Guinea, this is seen as part of a socialist past. In others, like Rwanda, the feminization of security forces is seen as a break with the recent past. Others, like Togo, made only unsuccessful attempts to extend the recruitment of police and army to women. To which extent do female recruitments and formations participate in narratives on the "modernization" and "democratization" of the state?

**Security forces' reforms between the global and the local.** Security forces have increasingly been targeted by international programs. Far from opposing the "global", the "national" and the "local", the aim here is to analyze security forces' recompositions in the context of the transnational dissemination of norms, standards and technical references in the field of security. What are the effects of Security Sector Reform (SSR) programs? What were the consequences of past reforms (successive creations of new institutions, structural adjustment policies, reforms of the 1990s and 2000s)? How do international actors attempt, with or against states institutions, to influence security forces' practices (training courses, workshops, information campaigns, delivery of equipment, deployment of international observers, etc.)? The purpose here is not to study the failures or successes of these programs, but to grasp what is at stake at the intersection between local agents and international experts.

**Deadlines :**

Abstracts (maximum one page) should be sent to Marielle Debos and Joël Glasman before the 15th April 2012. Selected articles are expected on 15 June 2012. After the peer review evaluation conducted by *Politique africaine*, accepted articles will be published in the December 2012 issue.

**Contact:**

Marielle Debos, [mdebos@u-paris10.fr](mailto:mdebos@u-paris10.fr)

Joel Glasman, [glasmanj@cms.hu-berlin.de](mailto:glasmanj@cms.hu-berlin.de)